

Les politiques français la plume à la main

Laurent Laplante

Numéro 143, été 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/82963ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Nuit blanche, le magazine du livre

ISSN

0823-2490 (imprimé)

1923-3191 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Laplante, L. (2016). Les politiques français la plume à la main. *Nuit blanche, magazine littéraire*, (143), 45–47.

Les politiques français la plume à la main



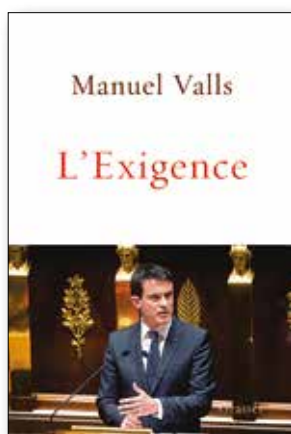
La France ne fait donc que payer tribut à ce souci lorsque quatre de ses figures politiques majeures publient des textes imprégnés de solennité. Manuel Valls est le plus pressé par l'urgence, Christiane Taubira la plus poétiquement inspirée, Nicolas Sarkozy le plus ondoyant, Jean-Luc Mélenchon le plus englobant. L'électorat français, plus familier de ses icônes politiques, évaluera leurs réflexions avec une compétence que ne peut revendiquer l'observateur étranger.

COMME UN ASSIÉGÉ

La justification du petit livre que signe le premier ministre de France, Manuel Valls (*L'exigence*¹), l'auteur la formule lui-même : des mots ont été prononcés devant les élus et sur toutes les tribunes, mais ils ne sauraient suffire : « Qu'en restera-t-il dans cinq ans, dans dix ans ? Voilà ma hantise. Alors, il faut recommencer, encore et encore. Voilà pourquoi ce livre ». Façon succincte de cerner le défi. Autant dire, en effet, que le combat sera long, peut-être même permanent. Façon aussi d'affirmer, contre la fugacité de l'image et de la parole, la durabilité de l'écrit.

Valls parle et écrit en homme assiégé. Il n'a pas, contrairement à ceux qui l'écoutent ou le lisent, le contestent ou

Qu'ils aiment ou pas écrire, les aspirants au pouvoir politique éprouvent presque tous l'obligation de confier au papier leurs convictions les plus intimes. Comme si, malgré l'omniprésence de l'image, l'écrit était le véhicule privilégié des plus sérieux engagements.



l'applaudissent, la latitude de se répandre en propos éthérés et longuement *pensés* : gérer et protéger la collectivité, tels sont ses soucis concrets et immédiats. Un peuple attend de lui qu'il assure la sécurité de tous, qu'il débusque les complots et les fanatismes, qu'il demande à la législation, si nécessaire, des recours supplémentaires. Rien de surprenant jusque-là.

Enfin, avant la fin de l'année, sur la base de l'expérience menée depuis cet automne à la prison de Fresnes, la surveillance des détenus considérés comme radicalisés sera organisée dans des quartiers spécifiques, créés au sein d'établissements pénitentiaires.

Manuel Valls, *L'exigence*, p. 41.



La déchéance de nationalité.
Déchoir des terroristes, qui
songerait à s'y opposer ?
Binationaux ou non ! Mais
quel effet sur les mêmes ?
Ils ne meurent ni Français ni
binationaux, ils meurent en
morceaux. D'ailleurs,
étaient-ils binationaux, les
neuf qui ont semé la mort et
la désolation dans Paris ce
soir du 13 novembre ?

Christiane Taubira, *Murmures à la
jeunesse*, p. 33.

Le Président qui choisit
lui-même le patron de France
Télévisions est rapidement
devenu « le fait du Prince »,
en quelque sorte un
dévoisement de la démocratie.
Sur la forme, j'ai eu
incontestablement tort.
Mais, sur le fond, c'est peut-
être une autre histoire...
En effet, je voulais tourner
le dos aux faux-semblants et
à l'hypocrisie qui masquent
si souvent les prétendues
« autorités indépendantes ».

Nicolas Sarkozy, *La France pour
la vie*, p. 132.

Les propos de Valls frappent néan-
moins par l'accent mis sur la dimension
proprement française, j'allais écrire hexa-
gonale, des récents attentats. « Ne nous
y trompons pas, écrit-il : le terrorisme a
frappé la France, pas pour ce qu'elle fait
– en Irak, en Syrie, ou au Sahel –, mais
pour ce qu'elle est. » Peut-être en est-il
ainsi, mais l'admiration que mérite la
France pour son histoire et ses principes
oblige-t-elle à sous-estimer les deuils et
les mérites des autres sociétés ?



UNE INDÉLÉBILE CITOYENNETÉ

Si Christiane Taubira a rompu avec
François Hollande, c'est, dit-elle dans
*Murmures à la jeunesse*², qu'elle
n'admet pas qu'on dépouille de leur
citoyenneté les Français coupables de
terrorisme. Le réflexe est sain : au nom
de quoi un pays peut-il prétendre à la
sainteté de chacun de ses enfants et chas-
ser de sa fratrie le criminel ? Par quel
privilège divin un État peut-il prétendre
que le Mal sévit sous toutes les latitudes
étrangères et jamais en son sein ? Il est
rassurant qu'une ancienne garde des
Sceaux et ministre de la Justice perçoive
quel raffinement du racisme et du
pharisaïsme se dissimule sous la lubie
de retirer à tout terroriste la nationalité
française.

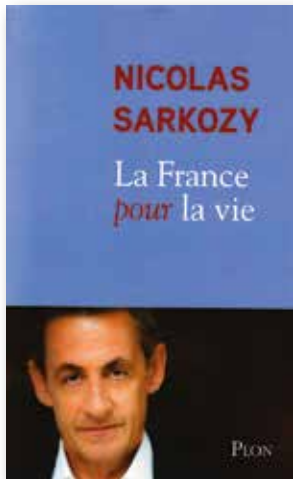
Christiane Taubira va au-delà du
simple rejet de cette esquivance. Elle ose
regarder le terrorisme sans, d'avance, le
sataniser : « Barbares ? Civilisation ?

Civilisations ? Vrai, mais un peu court
pour saisir cette intelligence en mou-
vement et en métamorphose. Oui, une
intelligence. Démoniaque, démente,
ayant rompu avec tout ce qui nous est
commun en humanité, mais une intel-
ligence, créatrice et réactive, cyniquement
ingénieuse, furieusement audacieuse ». Démarche audacieuse qui suscitera la pro-
testation. Christiane Taubira insiste pour-
tant : « Oui, il faut comprendre pour
anticiper et aussi pour ramener du sens
au monde ». Déferle alors, dans une
langue superbe, une série d'appels aux
gloires de la République : « Oui, au pays
de Descartes, convoquons la raison. [...] Oui, au pays de Montaigne, posons la
question, que sais-je ? [...] Oui, au pays
de La Boétie, cherchons de quel limon
se nourrit ce consentement à la suprê-
matie d'un seul, lointain, sans vertu, à
quoi tient cette obéissance aveugle... [...] Oui, au pays de Simone Weil, refusons
de voguer à la surface des choses, il faut
fendre les flots et s'aventurer dans les
eaux tumultueuses jusqu'au cœur du
tourbillon ».

L'ex-ministre entretenait-elle d'autres
griefs à l'égard du régime Hollande ? Je
l'ignore. Qu'elle tienne à comprendre
suffit.

LE PIED À L'ÉTRIER

Battu par François Hollande lors de l'é-
lection présidentielle de 2012, Nicolas
Sarkozy prépare sans l'avouer sa candi-
dature de 2017. Qu'il ne veuille pas en
convenir démontre simplement qu'il n'a
pas changé au point de toujours dire la
vérité. La dénégation qu'il loge au début
de son plaidoyer *La France pour la vie*³
convaincra d'autant moins qu'il la dé-
molit lui-même dès le paragraphe sui-
vant. D'abord, la dénégation : « Ce livre
n'est pas une déclaration de candidature
à la prochaine élection présidentielle. Il
est trop tôt. Il n'a pas davantage vocation
à traiter toutes les thématiques de la
campagne de 2017 ». Puis, l'aveu qui est
tout sauf candide : « Il y avait trois raisons
à mon retour en politique ». Sarkozy



aura beau distinguer benoîtement entre candidature à la présidentielle et figuration politique dans la nébuleuse droitière, aucun lecteur ne sera dupe : l'ex-président français rêve de l'Élysée.

A-t-il changé ? Réévalué ses méthodes ? Jugulé ses exubérances ? Civilisé son vocabulaire ? Sarkozy l'affirme en multipliant les regrets et les aveux. Oui, il admet avoir usé d'expressions excessives. Oui, il a parfois succombé hier à l'attrait de l'improvisation et de l'ostentatoire. Ses repentirs ne portent cependant que sur des détails et ne prouvent surtout pas un changement en profondeur. Le tempérament demeure fougueux, volcanique, cassant, même si le converti se prétend désormais pudique, raffiné, nuancé. Il n'hésite d'ailleurs pas à affirmer le peu crédible. Le voici, par exemple, devenu soucieux de l'intimité de la famille et des proches : « C'est la raison qui m'a fait le plus hésiter quant à la pertinence de mon retour. Avais-je le droit de leur imposer cela une nouvelle fois ? Je n'ai toujours pas de réponse définitive ». Il attaque sans peur des thèses qui ont la consistance des moulins à vent de Don Quichotte : il s'oppose à « la démagogie du mandat unique », il affirme « qu'il est sain qu'un homme politique puisse gagner de l'argent par lui-même une fois sa carrière terminée ou interrompue »...

Le Sarkozy punitif refait néanmoins surface : « Si les nouveaux délinquants mineurs se conduisent comme des

adultes délinquants, il convient de les traiter comme tels en supprimant l'excuse de minorité ». Il défend encore les peines plancher : « Quelle légèreté que de les avoir supprimées alors que le principe était juste et les modalités d'application simples ». Il faciliterait les mises à pied aux patrons d'entreprises : « Il n'est pas raisonnable de lui substituer le juge pour une décision qui doit relever de sa gestion et de sa responsabilité ». Plutôt que d'une mue, c'est d'une redoutable persistance qu'il faut parler.

UNE SIXIÈME RÉPUBLIQUE ?

Jean-Luc Mélenchon (4^e rang et 11 % du suffrage à la présidentielle de 2012) adopte dans *L'ère du peuple*⁴ un ton presque absent chez les trois auteurs précédents : « Existe-t-il un comportement que l'on peut qualifier de socialement moral et quelle est sa légitimité à se dire



tel ? Est-il nécessaire de se doter d'une morale ? Peut-on s'en passer et vivre au fil de l'eau ? »

À chacune de ces questions, Jean-Luc Mélenchon répond par l'affirmative. Avec lui, les électeurs français ne sont plus réduits au primat de l'omniprésence policière, ni au gonflement des peines carcérales, ni même au culte des beautés culturelles. Ils sont invités à apprivoiser la condition humaine et la mort qui la

Les ouvriers et les employés forment la classe sociale la plus nombreuse en France. Mais ils ne représentent que 2 % des personnages visibles à la télévision. Les pauvres et les précaires y existent encore moins. Mais par contre les cadres y occupent 60 % des rôles visibles sur la scène. Ce n'est pas là seulement une réalité déformée. On voit une vision du monde se diffuser dans les esprits.

Jean-Luc Mélenchon, *L'ère du peuple*, p. 90.

couronne, à prendre en compte la « dette écologique » qui se creuse à un rythme accéléré, à déterminer si l'école a vocation « d'instruire ou de dresser », à renouer avec la pensée de Jaurès : « La démocratie politique s'exprime en une idée centrale ou mieux encore en une idée unique : la souveraineté politique du peuple ». Au total, rien de moins qu'une mue constitutionnelle. Vaste programme !

Est-il essentiel de se demander si ces intervenants politiques ont eux-mêmes rédigé ces textes ? Peut-être pas, puisqu'ils les signent et donc les prennent à leur compte. Malgré l'absence du Front national dans ce prélude au débat électoral, les Français ont à leur portée un choix plus net que beaucoup d'autres sociétés : à eux d'en profiter ! 🇫🇷

1. Manuel Valls, *L'exigence*, Grasset, Paris, 2016, 92 p. ; 8,95 \$.

2. Christiane Taubira, *Murmures à la jeunesse*, Philippe Rey, Paris, 2016, 93 p. ; 13,95 \$.

3. Nicolas Sarkozy, *La France pour la vie*, Plon, Paris, 2016, 259 p. ; 34,95 \$.

4. Jean-Luc Mélenchon, *L'ère du peuple*, Pluriel, Paris, 2016, 117 p. ; 4,95 \$.

* Laurent Laplante, voir p. 51.